

Le paysage politique français en pleine recomposition

- Le gouvernement Macron semble s'inscrire à droite sur l'échiquier politique français.
- Mauvaise nouvelle pour Les Républicains qui peinent à trouver un nouveau souffle.
- Les Insoumis de Mélenchon apparaissent, eux, comme les "meilleurs ennemis" du président Macron.

Analyse Benjamin Masse
Correspondant à Paris

Des champs de ruines. C'est ce à quoi ressemblaient les grands partis qui ont structuré la vie politique hexagonale depuis quarante ans, à l'issue de la dernière élection présidentielle. Les plaques tectoniques bougent encore, et il est trop tôt pour savoir à quoi le "nouveau monde" – pour reprendre la terminologie macroniste – va exactement ressembler. Mais la fumée se dissipe peu à peu, et certaines tendances de long terme commencent à apparaître. Revue des troupes.

La République
en marche (LREM)

A tout seigneur tout honneur. Le mouvement présidentiel, devenu un véritable parti, se structure peu à peu, riche de ses 313 députés, et de ses milliers de militants. Il va bientôt dési-

gner un nouveau président, un poste pour lequel Christophe Castaner – aujourd'hui secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement – s'est porté candidat. Tout l'enjeu pour lui sera d'éviter que LREM ne devienne un parti "comme les autres", oublieux

des militants et du terrain. Tout ce que les Français ont rejeté au printemps dernier. En attendant, du côté de l'Elysée, les grandes manœuvres continuent. Après avoir cassé le Parti socialiste, le président poursuit son travail de sape du côté des Républicains. Sa stratégie: mener une politique qui penche plutôt sur sa droite, que ce soit sur l'économie – où il mène une politique plutôt "libérale" au point d'être taxé de "président des riches" par son opposition de gauche – ou sur les questions régaliennes, avec notamment une loi antiterroriste plutôt "dure". *"On ne sait pas si c'est à des fins tactiques, ou si c'est l'application de son logiciel, décrypte pour*

"La Libre" Emmanuel
Rivière, directeur gé-

néral pour la France
de Kantar Public, *mais le résultat est le même : priver la droite d'espace politique*".

Les
Républicains (LR)

La droite, justement, n'en finit pas de s'enfoncer dans la crise. En cinq mois, ses dirigeants ne sont toujours pas parvenus à exclure les élus de son camp qui ont rejoint Emmanuel Macron (voir l'encadré). *"Résultat, alors que 24% des électeurs se déclaraient pro-*

Quel président pour le parti du Président ?

Le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a confirmé mercredi sa candidature pour prendre la tête du parti La République en marche (LREM), précisant avoir reçu le soutien d'Emmanuel Macron et excluant de rester porte-parole s'il est élu.

Il reste quelques formalités à accomplir. M. Castaner doit réunir ses parrainages (60 adhérents membres du Conseil, dont 30 députés, 3 sénateurs, 10 référents territoriaux et 5 élus non parlementaires) et déposer son dossier avant le 2 novembre.

C'est le conseil national de LREM – le parlement du parti – qui l'élira au poste de "délégué général" lors d'une convention le 18 novembre à Lyon.

M. Castaner a précisé qu'il n'y avait "pour l'instant" pas d'autre candidat. *"Pour l'instant les candidatures sont ouvertes, moi je n'ai pas formellement déposé la mienne. Il n'y en a pas pour l'instant, mais il y en aura peut-être"*.

ches des Républicains il y a deux ans, ils sont aujourd'hui moins de 10%!", rapporte Emmanuel Rivière. L'élection du président de LR, en décembre, doit être l'occasion pour la droite de se trouver un chef. Un homme part grand favori, même si le parti a payé pour savoir qu'il valait mieux se méfier des pronostics: Laurent Wauquiez. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes ronge son frein depuis longtemps. Considéré comme représentant de la "droite dure", il compte se différencier de l'hôte de l'Elysée de deux manières. D'abord, en défendant "l'enracinement", face à un Macron qui serait le représentant des "grandes métropoles mondialisées". Ensuite, en posant en défenseur des classes moyennes contre "les élites". Reste à savoir si ce positionnement, qui tangente celui du Front national, se révélera porteur.

Front
national (FN)

Le distingo entre le parti des Républicains et le FN risque d'être d'autant plus difficile à établir que, dans le même temps, le parti de Marine Le Pen, a lui rompu avec sa ligne social-souverainiste, longtemps incarnée par Florian Philippot. La rupture a été consommée à la rentrée entre la présidente du FN et celui qui a longtemps fait la pluie et le beau temps au siège

du FN, à Nanterre. Marine Le Pen affronte de plus une autre difficulté, liée à la perte de confiance de son électorat quant à sa capacité à parvenir au pouvoir. Le débat de l'entre-deux tours a fait des ravages, et le doute demeure

dans les esprits. Des doutes que la performance de Marine Le Pen, invitée le 19 octobre dernier sur France 2, n'aura pas contribué à dissiper. La dirigeante frontiste s'est à nouveau montrée hésitante, en particulier sur les thématiques liées à l'économie. Florian Philippot s'est d'ailleurs fait un plaisir de critiquer son manque de clarté concernant la sortie de l'euro. *"Quand on est responsable politique, on ne peut pas se contenter de dire : 'on verra'"*, a-t-il taclé. La présidente du FN a d'ailleurs réalisé l'une des pires audiences de l'émission, avec seulement 1,74 million de téléspectateurs devant leur poste. Un mauvais signe.

Parti
socialiste (PS)

A priori, la situation devrait être un peu plus favorable pour le PS. *"Entre ceux qui sont rebutés par la politique libérale de Macron, et ceux qui n'apprécient pas les outrances de Mélenchon, il y a clairement un espace pour nous"*, estime un élu socialiste. Mais le parti de Jaurès part de très loin. Financièrement d'abord: la catastrophe électorale (son budget est passé de 28 millions à 8 millions d'euros), l'a conduit à vendre son siège historique de la rue de Solferino, et à mettre en place un plan social qui doit aboutir au départ de 68 permanents. Le parti souffre aussi d'une crise de leadership, qui l'a conduit à nommer une direction collégiale pléthorique composée... de 28 membres! La vraie guerre des chefs devrait en fait avoir lieu lors du prochain congrès, en février ou mars prochains. Au-delà, après l'explosion en vol du printemps dernier, c'est toute la doctrine et le mode de fonctionnement qui est à repenser du sol au plafond. Si cela est encore possible.

La France
insoumise (FI)

Les mélenchonistes

sont a priori les grands gagnants des cinq derniers mois. Passés maîtres dans l'art de "l'agit-prop", ils se sont érigés en principale force d'opposition à Macron. Aidés en cela par la multiplication des sorties provocatrices du président – les *"faïnéants"*, les *"jaloux"*, ceux qui *"foutent le bordel"* – qui a contribué à installer le clivage entre le pouvoir et la France insoumise. Au point que certains se demandent si Mélenchon n'est pas "l'opposant préféré" de Macron. Car La France insoumise n'est pas sans failles. D'abord, plusieurs affaires ont affecté certains de ces membres, notamment ses lieutenants Alexis Corbière et Raquel Garrido, qui forment un couple à la ville. Ensuite, les mélenchonistes, qui avaient annoncé un "déferlement" dans la rue, pour lutter contre les ordonnances de la

loi Travail, ne sont pas parvenus à mobiliser autant qu'attendu. Enfin, parce que certaines outrances du leader de FI dissuaderont toujours certains électeurs de voter pour lui. Un sondage récent JDD/Ifop, refaisant le match de la présidentielle – un procédé certes un brin artificiel – n'indiquait d'ailleurs pas de progression de Mélenchon depuis lors. Macron obtenait 28 % des suffrages (contre 24 % en avril dernier), Marine Le Pen 21,5 % (stable), et Mélenchon 18 % (il avait fait 19,58 % au premier tour). La preuve que le leader insoumis continue de se heurter à un plafond de verre.

"Quand on est responsable politique, on ne peut pas se contenter de dire : on verra."

Florian Philippot
Ex-vice-président du FN à l'attention de Marine Le Pen.

Les Républicains en plein psychodrame

Le parti de droite ne parvient pas à sortir de la crise

Ce devait être l'épilogue d'un feuilleton qui dure depuis le mois de mai pour Les Républicains. Après moult tergiversations, son bureau politique, réuni mardi soir à Paris, devait prononcer l'exclusion de ses membres qui se sont rapprochés d'Emmanuel Macron, après l'élection présidentielle. Étaient particulièrement visés: le Premier ministre Edouard Philippe, les ministres Gérald Darmanin et Sébastien Lecornu (secrétaire d'Etat à la Transition écologique), ainsi que Thierry Solère et Franck Riester, députés fondateurs du parti "macron-compatible", les Constructifs.

Patatras! Si une majorité du bureau a bien voté l'exclusion – 37 sur 47 votants concernant le Premier ministre – la décision n'a pu être actée, le quorum de 63 votants n'ayant pas été atteint.

Il faudra aux Républicains attendre encore une semaine pour un nouveau vote – sans quorum cette fois – qui permettra d'acter définitivement la décision. En attendant, le parti de droite a encore offert un triste spectacle à ses militants, et au-delà à l'opinion publique dans son ensemble. "Formidable adaptation du dîner de cons", a même osé tweeter Rachida Dati, elle-même membre du Bureau politique... et qui ne s'était pas déplacée !

Les Constructifs, eux, riaient sous cape. *"Je suis toujours membre des Républicains"*, martelait Thierry Solère. *"Il y a une minorité qui veut s'enfermer depuis l'élection présidentielle et qui veut exclure tout le monde."* Ce à quoi Nadine Morano, députée européenne LR, répliquait sur Twitter en traitant le même Solère de "traître" et de "sale type". N'en jetez plus.

B.M., à Paris